

2014-12-05

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Résultats et situation financière des sociétés en 2013

(Article publié dans la Revue économique de décembre 2014)

Sur l'ensemble de l'année 2013, la valeur ajoutée totale créée par les sociétés non financières a progressé de 2,0 % à prix courants. Il s'agit d'un léger raffermissement par rapport à 2012, année durant laquelle elle avait augmenté de 1,4%. Cette évolution est survenue en dépit de l'effritement des ventes (-1,0%): le total des achats a en effet reculé plus sensiblement (-1,7%) à la suite, entre autres, de la baisse des prix des matières premières industrielles, énergétiques et alimentaires.

Dans le même temps, la croissance des frais de personnel a été moins vigoureuse en conséquence du reflux de l'inflation. Les amortissements ont pour leur part à nouveau ralenti, en écho à une politique d'investissement devenue nettement plus conservatrice depuis l'éclatement de la crise financière. À cet égard, le ratio de renouvellement des immobilisations corporelles s'est très vivement contracté aux cours des dernières années, pour s'établir aujourd'hui à des niveaux nettement inférieurs à la moyenne de long terme.

Largement déterminé par les frais de personnel et les amortissements, le total des charges d'exploitation a augmenté de 2,1% en 2013, soit une progression maîtrisée très proche de celle de la valeur ajoutée. À la suite de ces mouvements, le résultat net d'exploitation s'est modestement amélioré (+1,8%) pour atteindre un total de 31 milliards d'euros en 2013, mettant ainsi un terme à l'érosion enregistrée tant en 2011 (-1,7%) qu'en 2012 (-5,9 %).

D'après la plupart des mesures étudiées, la rentabilité a quant à elle accusé un nouveau repli en 2013. Les ratios des grandes entreprises ont été particulièrement impactés par les fluctuations conjoncturelles récentes, de sorte qu'ils s'établissent aujourd'hui à des niveaux parmi les plus bas des dix, voire des quinze dernières années. Ce constat est valable pour la quasi-totalité des branches d'activité considérées. Dans l'ensemble, la rentabilité des PME a été plus résistante, en raison de la moindre orientation de ces dernières vers les activités industrielles et le commerce international.

Après avoir connu une longue période haussière, l'indépendance financière des sociétés s'est stabilisée depuis deux ans, sous l'effet de la moindre attractivité du régime des intérêts notionnels (plafonnement et baisse du taux, suppression de la reportabilité). Les évolutions diffèrent cependant d'une branche d'activité à l'autre. Ainsi, dans les activités de sièges sociaux, qui regroupent des sociétés assurant généralement la fonction de banquier interne ou de gestionnaire de trésorerie au sein de groupes d'entreprises, l'indépendance financière s'est contractée au cours des dernières années sous revue, les sociétés de cette branche étant devenues moins enclines à maintenir leurs capitaux en Belgique. Cette évolution se reflète notamment dans les statistiques d'apport net de capitaux établies au départ du Moniteur belge: l'apport net s'est avéré négatif tant en 2012 qu'en 2013, alors qu'il avait été systématiquement positif au cours des années précédentes, atteignant même des records après l'entrée en vigueur des intérêts notionnels.

L'analyse de la structure financière fait également apparaître une réallocation des sources de financement externe. Entre 2008 et 2013, la part des dettes bancaires dans les dettes financières est en effet revenue de 44,7% à 34,3%, tandis que la part des emprunts obligataires est passée de 4,1% à 10,5%. Ce glissement dans la structure de financement a été suscité, entre autres, par le resserrement des conditions d'octroi du crédit bancaire et par le regain d'attractivité des obligations d'entreprises, celles-ci proposant des rendements plus intéressants que ceux associés aux obligations souveraines.

La dernière partie de l'article examine les tendances récentes ayant affecté la trésorerie des entreprises. Il en ressort d'abord que la trésorerie nette a fortement progressé depuis l'éclatement de la crise financière: elle est passée de 9,5 milliards d'euros en 2007 à 46,2 milliards d'euros en 2013. Cette évolution traduit une prudence accrue de la part des entreprises, qui souhaitent disposer de réserves de liquidités plus conséquentes afin de faire face au contexte économique incertain et aux limitations du financement externe. La hausse de la trésorerie est également le corollaire de la réduction drastique des projets d'investissements dans les entreprises. L'analyse montre également que la part de trésorerie détenue en valeurs disponibles s'est nettement accrue depuis 2008, au détriment principalement des comptes à terme, qui ont perdu en attractivité depuis le début de la crise financière.

Enfin, l'article propose une analyse sectorielle des concepts de fonds de roulement net et de besoin en fonds de roulement net. D'un point de vue statistique, une relation positive très marquée existe entre les deux grandeurs: plus le besoin en fonds de roulement net d'une branche d'activité est élevé, plus le fonds de roulement net est élevé. Cette relation est conforme à la logique, à savoir que les entreprises se constituent une marge de sécurité en fonction de leurs besoins. Il apparaît en outre que le besoin en fonds de roulement est positif et relativement important dans l'industrie et dans la construction, en raison de la longueur du cycle d'exploitation et des décalages d'encaissement qui en résultent. À l'opposé, la plupart des branches de services présentent un besoin en fonds de roulement négatif car, dans l'ensemble, ces branches se caractérisent par un cycle d'exploitation court, des encaissements rapides et des stocks négligeables. La spécificité de la grande distribution apparaît très clairement également, au travers d'un besoin en fonds de roulement parmi les plus négatifs de l'économie belge.